Rospigliani : finances de la commune

Commune · Haute-Corse (2B) · 75 habitants · tranche moins de 100 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Rospigliani affichait un encours de dette de 218 k€, soit 2 912 € par habitant, une épargne brute égale à 0,6 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 334,4 ans.

Dette par habitant
2 912 €
218 k€ au total

Capacité de désendettement
334,4 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
0,6 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
1 504 € / hab.
113 k€ au total

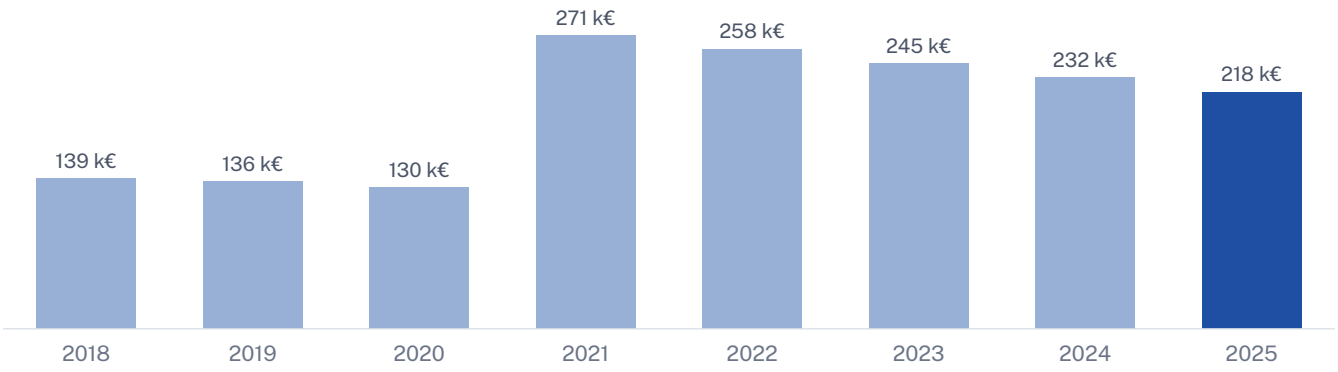
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 3 275 communes de moins de 100 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	1 504 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	15 %	226 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	0,6 %	9 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Sous le seuil d’alerte).
Est-elle endettée ?	2 912 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Au-delà du plafond).
Investit-elle ?	812 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Combien rapportent les impôts locaux ?	237 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 139 k€ en 2018 à 218 k€ en 2025 (+57,5 %). Valeur la plus haute : 271 k€ en 2021 ; la plus basse : 130 k€ en 2020.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	139 k€	14,6 %	8,2 ans	39 k€
2019	136 k€	35,5 %	3,7 ans	64 k€
2020	130 k€	23,3 %	4,6 ans	73 k€
2021	271 k€	12,4 %	17,5 ans	95 k€
2022	258 k€	-27,7 %	—	93 k€
2023	245 k€	33,3 %	4,5 ans	114 k€
2024	232 k€	19,9 %	9,2 ans	64 k€
2025	218 k€	0,6 %	334,4 ans	61 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Rospigliani	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	2 912 €	170 €	+1 608,1 %
Impôts locaux par habitant	237 €	522 €	−54,5 %
Frais de personnel par habitant	226 €	252 €	−10,3 %
Investissement par habitant	812 €	283 €	+187,5 %
Taux d'épargne brute	0,6 %	14,3 %	
Capacité de désendettement	334,4 ans	2,6 ans	

Jumelles : Thors (10), Montguers (26), Arbéost (65), Saint-Martin-de-l'Arçon (34), Boissède (31), Nalzen (09), Samaran (32), Tourrenquets (32), Lachamp-Raphaël (07), Saint-Pierre-des-Jonquières (76). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	73	75	+2,7 %	+2,8 %
Dette par habitant	1 861 €	2 912 €	+56,5 %	−22,2 %
Impôts locaux par habitant	230 €	237 €	+3,3 %	+26,1 %
Frais de personnel par habitant	0 €	226 €	—	+23,7 %
Taux d'épargne brute	35,5 %	0,6 %	−34,9 points	−5,3 points
Capacité de désendettement	3,7 ans	334,4 ans	+330,8 ans	0 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		6 682 €		7 269 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Rospigliani	Comparaison
Habitants (2023)	70	−16,7 % depuis 2012 (département : +9,6 %)
65 ans ou plus (2023)	39,1 %	département : 25,1 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 2,9
Salariés du secteur privé (2025)	4	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

20 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 10 emplois, soit 52 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	9,5 %	2,1 %	1,3 %	0 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	4,8 %	11,8 %	6,6 %	9,1 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	9,5 %	11,2 %	20,1 %	9,1 %
Professions intermédiaires	47,6 %	23,7 %	26,4 %	18,2 %
Employés	9,5 %	32,5 %	26,1 %	18,2 %
Ouvriers	19 %	18,8 %	19,5 %	45,5 %

Professions les plus exercées par les habitants : Corse

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	3 770	2,6 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	2 990	2,1 %
Ouvriers peu qualifiés du gros ?uvre du bâtiment	2 570	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	2 430	1,7 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	2 270	1,6 %
Aides-soignants	2 050	1,4 %
Personnels intermédiaires administratifs des collectivités territoriales et des hôpitaux publics	1 980	1,4 %
Serveurs	1 930	1,3 %
Enseignants titulaires du primaire	1 920	1,3 %
Ouvriers peu qualifiés du second ?uvre du bâtiment	1 890	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	1 780	1,2 %
Employés des services comptables et financiers	1 780	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Haute-Corse (2B)) : 11 215 au moins, dont 52,4 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	1 322	44,9 %
Agriculteurs	1 028	51,2 %
Employés de l'hôtellerie	824	63,8 %
Viticulteurs, arboriculteurs	647	40,8 %
Cuisiniers	614	51,5 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	533	31,1 %
Employés de libre service	404	51,7 %
Maçons qualifiés	261	91,2 %
Vendeurs en produits alimentaires	230	52,2 %
Jardiniers des espaces verts et naturels	229	53,7 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Rospigliani
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	150 k€ pour 2 projets
Par habitant	1 997 € (communes de même taille : 310 € ; département : 656 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	51,3 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.